

Discours Patrice BESSAC

Congrès de l'ANECR / 20 novembre 2016

Seul le prononcé fait foi

Aujourd'hui la droite désigne son challenger. Mais nous savons vous et moi que quel que soit le résultat c'est le monde de la finance qui l'emportera au détriment de la vie de millions de nos compatriotes. Cette consultation bénéficie d'une couverture médiatique sans égal, extravagante. Nos compatriotes vont en être littéralement gavés au point de penser pour certains que la politique et leur avenir ne tiennent qu'à cela.

Et bien non il y a un autre avenir pour la nation, pour le peuple français, et il eut été bon, souhaitable et équitable que les caméras et les micros se tendent de ce côté de la France à Saint Etienne pour informer nos concitoyens de notre assemblée et de son travail. Car c'est un vrai bol d'air qu'auraient eu alors ce dimanche les français.

Monsieur le Maire, ancien Président de l'ANECR, cher Dominique,

Monsieur le Secrétaire national du Parti communiste français, cher Pierre,

Madame la sénatrice, chère Cécile,

Mesdames, Messieurs les élus, Maires, Conseillers régionaux, départementaux, Adjointes, Conseillers municipaux, territoriaux et métropolitains

Chers amis,

Citoyennes et citoyens, Amis, Camarades,

Nous sommes des élus militants. Et c'est cela qui nous donne notre énergie dans l'adversité. Nous sommes des militants élus. Des combattants.

Nos convictions, nos valeurs sont notre bien le plus précieux. L'engagement est notre bien commun.

Notre Congrès en est la preuve. Il y a en France des citoyens et des citoyennes élus – qui ne renoncent pas, qui agissent partout sur le territoire pour les services publics et pour donner du sens à notre vie commune, et de fait à l'avenir de notre société humaine celle qu'entendait Jaurès.

Nous sommes une force.

Une force connectée, enracinée, une force d'action et d'espoir, une force politique et sociale.

Cette force, c'est l'énergie et l'engagement des 7 500 élus communistes et républicains qui ont fait le choix de l'action.

7 500 femmes et hommes qui démontrent quotidiennement leur utilité – notre utilité sociale, culturelle, économique, sociétale et tout simplement humaine.

Nos débats l'ont montré.

Nous sommes un patchwork de personnalités, de courants de pensée et de responsabilités, des élus membres d'exécutifs, des élus minoritaires, urbains ou ruraux... nous sommes à l'image de la France, qui est avant toute chose un pays de diversité, et celui qui n'a pas compris que nous n'étions ni gaulois, ni romains, ni celtes, ni andalous, ni italien, ni de la montagne, ni de la plaine, ni parisien, ni provençaux, ni malien, ni arabe mais tout à la fois, n'a rien compris à la France.

Nous sommes Français liés par un pacte : liberté égalité fraternité. Et que nous autres, ici rassemblés, voulons absolument faire vivre.

Depuis sa plus lointaine vallée pyrénéenne, de Belleville au cœur des anciennes houillères où chante dans les familles du Pas-de-Calais un air hérité d'une arrière grand-mère polonaise, la France est toujours une diversité qui apprend à s'aimer. C'est notre histoire. Nous formons un peuple multiple et unique.

Au-delà de nos différences, nous partageons ici trois choses essentielles, vitales même : désir, courage et volonté.

Désir, courage et volonté sont moins rares qu'on ne le pense. Nos désirs, notre courage, notre volonté affrontent aujourd'hui la peur et la résignation.

La peur, sciemment entretenue d'une partie du peuple face à la violence du système économique et les incertitudes et les précarités qu'il génère ici dans la Loire qui nous accueille ou chez nous en Seine-Saint-Denis.

La peur devant les bouleversements économiques, sociaux, écologiques dont chacun - où qu'il se trouve sur la planète - peut, désormais, faire l'expérience quotidienne.

La crainte souvent et la résignation parfois d'un grand nombre alors que le monde se transforme à une vitesse folle et que cette vitesse tétanise et nous empêche parfois de penser.

Il faut parfois ralentir pour aller plus vite.

La crainte et la résignation, enfin, par des choix politiques, qui ont dévitalisé les institutions démocratiques et la politique.

Ce choix de la démission, cette trahison devant l'argent, cette soumission, cette désertion du politique est devenue l'obstacle principal à l'irruption constructive et à l'expression raisonnée - et non pas raisonnable - du peuple.

Elle le conduit dans un tunnel de frustrations et de renoncements. Servie par de pseudos intellectuels comme Mr Zemmour qui théorisent et projettent leurs propres fantasmes peureux et haineux sur la société toute entière.

La crainte enferme les peuples - elle nous enferme aussi - dans un cycle de passions tristes, de violence, de ressentiment, dans la dictature des émotions brutales et immédiates, dans un égoïsme déshumanisant.

Cette crainte, cette peur, est désormais devenue un programme politique, Elle met sur le devant de la scène bonimenteurs, affabulateurs, hypocrites, manipulateurs, voyous... toutes celles et ceux qui ne reculent devant

aucune outrance pour manipuler les énergies de la multitude déboussolée et inquiète.

Un parfum nauséabond aux relents des années trente flotte désormais sur l'Europe.

En Autriche, en Hongrie, en Ukraine, dans les pays-Baltes, à travers tout le continent on assiste à la réapparition de mouvements autoritaires, à la reconstitution des anciennes ligues dissoutes, à la résurgence de la haine dans le débat politique et à sa réduction à un pugilat sans fin, à un spectacle sordide et navrant.

Cet été, en Italie, à Rome, un meeting néo-fasciste s'est tenu. Tendue au fond de la tribune, en pleine rue, devant des milliers et des milliers d'Italiens, un portrait de Benito Mussolini. Et en face ? Une contre-manifestation. Quelques dizaines de militants... un désordre de courage éparpillé en autant de chapelles... Quasiment rien.

Dans ce contexte où il s'agit de lutter pied à pied dans l'intérêt de nos compatriotes, notre unité est notre bien le plus précieux car sans élus nombreux, sans représentations dans les institutions de la République, notre combat perdra un des piliers de son influence et de ses capacités d'actions. Le nombre d'élus communistes et républicains, n'est pas une question électoraliste, c'est d'abord une question politique, c'est d'abord, une question pour l'ensemble du combat. Car à travers le nombre d'élus communistes et républicains, à travers leur action, c'est aussi l'avenir de toute notre famille politique, de notre combat et du pays qui est posé !

Revenons à l'actualité outre atlantique : 12 millions d'Américains ont été chassés de leurs foyers par le système financier lors de la crise des « subprimes ». 12 millions !

43 millions d'Américains survivent aujourd'hui grâce à des bons alimentaires. 43 millions !

Qui peut imaginer un seul instant qu'une société aux prises à un tel état de délabrement social puisse continuer comme si de rien n'était ?

C'est ce qu'ont crié les ouvriers, les employés, les chômeurs américains il y a quinze jours.

Et cela peut paraître inouï mais ils l'ont dit en se jetant dans les bras d'un milliardaire raciste.

Cette année, 200 millions de bons alimentaires ont été distribués en France... 200 millions.

Un chiffre sidérant. Une honte nationale.

Chez nous dans les débats il n'est question que de croissance sans progrès, des absurdes 3% de déficit budgétaire à tenir, de migrants envahisseurs ou d'une réduction dès juillet 2017 des dépenses publiques de l'ordre de 100 milliards d'euros dont 1/3 sont jusqu'ici destinées aux collectivités territoriales...

Beau programme.

Tous ces chiffres qu'ils soient américains ou français affectent les consciences.

Sinon, pourquoi les couches laborieuses se sont-elles jetées dans les bras de leur pire ennemi ? Pourquoi, 87 % des ouvriers autrichiens ont voté en faveur de l'extrême droite locale lors de l'élection présidentielle ?

Pourquoi les couches populaires britanniques ont voté le Brexit à l'appel de leurs pires nationalistes et de leurs libéraux les plus convaincus ? Pourquoi en France, aux dernières élections régionales, le parti de la famille LE PEN a caracolé en tête des votes ouvriers ?

La richesse insolente des uns et l'impuissance des institutions publiques deviennent insupportables au grand nombre.

Cela craque. Cela craque de toute part

Une partie des couches populaires, découragées, qui s'était réfugiées dans l'abstention, qui étaient devenues spectatrices la vie politique, désormais, font à nouveau éruption sur la scène politique, au grand dam du think-tank social libéral Terra Nova qui les avait effacées de la carte politique. Les couches populaires revotent, et elles font même la décision. Elles le font contre leurs propres intérêts mais avec le sentiment de sanctionner légitimement l'indifférence et l'irresponsabilité de celles et ceux qui sont en partie responsables de leur situation. Elles revotent sur une promesse : celle d'être enfin protégées d'une mondialisation qui les tourmente et les exclut.

Lorsque l'économie devient la science de l'accaparement quand elle devrait être celle du partage. Quand l'Etat et l'Union européenne encouragent l'injustice. Quand le système politique s'affranchit des peuples, tôt ou tard voici revenir l'heure des loups qui proposent aux peuples de s'affranchir de la démocratie.

Un mélange explosif bouillonne dans la cornue. La marmite déborde et voici déjà que dans tel ou tel département, le Front avance, avance et avance toujours.

2017, 2020 ou 2022 ? Si nous ne mettons pas maintenant toutes nos forces dans la bataille, demain la droite qui désigne aujourd'hui son candidat et l'extrême droite se prendront la main. Car la convergence des idées dans l'Histoire entraîne toujours la convergence des forces et des hommes. La question n'est plus : y aura-t-il alliance entre l'extrême-droite et la droite au plan local puis national. La question est : quand, ici et là, les digues craqueront ?

Faire obstacle coûte que coûte à ce scénario qui apporterait le malheur pour le peuple est un devoir.

Dès le lendemain des élections législatives, nous serons nous, élus locaux, en première ligne à gauche, pour la bonne et simple raison qu'il risque de ne rester plus que nous !

Face à la vague réactionnaire qui menace, les élus communistes et républicains doivent s'apprêter à considérer, que, comme dans d'autres moments de l'histoire de notre courant politique et de la gauche française, ils seront une des forces essentielles de la résistance, de la reconstruction et du renouveau.

Et nous aurons à nous retrouver tous ensemble dès les échéances électorales passées pour mesurer le nouvel état des choses et apporter ensemble les réponses qui s'imposeront et notre contribution utile.

Amis, Camarade,

Si en mai 2017 ou en mai 2022 et plus précisément le soir du second tour des élections présidentielles, Marine Le Pen apparaît sur nos écrans, que dirons-nous alors ?

Que dirons-nous ? Nous nous poserons une question et une seule : qu'avons nous fait pour avoir évité cela ?

Seuls les combats menés aujourd'hui permettront d'écrire les victoires de demain.

« Terrible époque où la malveillance des méchants se renforce de la faiblesse des vertueux » disait Winston Churchill.

Alors, comme vous toutes et tous, je refuse de laisser la faiblesse guider mes pas. Nous décidons de jeter nos forces dans un combat plus grand que nous et qui est le combat pour la France, pour la République sociale, pour la dignité du peuple français et des peuples européens.

1936, dont nous avons fêté l'anniversaire aussi fut un de ces grands rendez vous de l'histoire, Elle n'a pas été un don du ciel mais le fruit d'une longue action.

1936, fut d'abord la victoire d'une confiance renouvelée et d'une confiance en soi retrouvée. Celle des ouvriers, celle des employés, celles des paysans et au bout du compte, celle d'un peuple tout entier qui, comprenant sa multitude, sa force économique et politique, saisissant l'injustice de son sort, et la justesse de ses désirs émancipateurs a su s'emparer en se rassemblant d'un moment du présent pour se créer un nouvel avenir.

En 2016, redonner cette confiance est la clef de tout changement. Notre tâche est de travailler à la façonner et la dénonciation des problèmes ne suffira pas, c'est de solutions dont nos concitoyens ont besoin.

Et nous serons jugé, comme toujours, pas à ce que nous dirons mais à l'aune de ce que nous ferons.

Notre association, notre ANECR est un très bel outil. Nous sommes l'outil des élus pour partager leurs énergies et contribuer à une nouvelle dynamique démocratique et progressiste.

Nous devons être, encore plus, le creuset, le melting-pot des idées et des expériences, de toutes les expériences, négatives comme positives, la boîte à outils utile à nos engagements, à nos missions et qui permette à chacune et à chacun d'entre nous de s'inscrire dans un projet et un référentiel politique commun et de s'en revendiquer.

Le nombre de participants à notre Congrès en est la preuve. Les attentes sont fortes et la nouvelle direction devra être à leur hauteur.

Notre association doit être une ressource fondamentale, un centre de formation en même temps qu'une bibliothèque, une encyclopédie des pratiques, des innovations et des politiques alternatives qui permette de s'engager, d'essaimer nos réussites et qui donne envie à chacun d'y venir puiser l'inspiration et la matière pour son action.

Elle doit nous permettre, avec l'aide du CIDEFE, avec l'aide de notre journal l'Élu d'Aujourd'hui, de donner une unité, une structure, une ligne, une audience à nos idées, à nos expériences, à nos actions.

Je veux particulièrement m'adresser aux territoires de conquête, ou de reconquête. Et je pense particulièrement à 2020 et aux élections municipales. Nous devons, nous ANECR, former 50, 100 équipes dans la perspective des élections de 2020. Il faut consacrer beaucoup d'énergie et de soin à accompagner des équipes, à transmettre nos meilleures expériences et nos meilleures pratiques. Les défaites passées et comme les victoires; ça se partage ! Nos victoires futures seront au prix de nos coopérations et de nos efforts dans le moment présent !

C'est une ambition partagée. J'en serai, avec votre aide, le garant et l'artisan.

Je veux m'adresser aux élus isolés, aux élus d'opposition qui sont l'écrasante majorité des élus communistes et républicains. Message reçu ! L'ANECR est votre maison, l'ANECR est et sera à vos côtés car par définition, c'est dans vos communes, c'est dans les communes où nous sommes minoritaires, que nous pouvons, demain, être majoritaires.

Je veux m'adresser aux élus ruraux. Les réformes institutionnelles ne sont pas juste des réformes institutionnelles. Ce sont des réformes de sociétés, des réformes économiques.

L'aménagement du territoire est d'abord un aménagement de la division du travail. Or, aujourd'hui, ce qui domine, c'est une réforme économique - et donc institutionnelle - européenne qui vise à transformer les territoires ruraux en plateforme de production agricole, à transformer les paysans en salariés des grands groupes et en conséquence à faire disparaître l'agriculture paysanne, l'économie équilibrée et la culture rurale. C'est une nouvelle colonisation du libéralisme économique qui est à l'œuvre et qui s'exprime au travers des institutions politiques. Tous les spécialistes le disent cette voie est sans issue pour vaincre la faim, pour l'avenir alimentaire de nos sociétés et pour l'avenir de l'aménagement de nos territoires.

Nos élus ont ici un champ d'action qui trouvera l'oreille de ceux qui veulent bien vivre de la terre et ceux qui veulent en être nourris sainement.

Défendre nos institutions, nos communes, nos élus, nos territoires ruraux, nos départements, ce n'est pas juste défendre des institutions politiques, c'est aussi défendre une culture, un type d'économie, un type de production, un type d'avenir agricole et territorial.

L'ANECR sera encore à ce rendez vous, qui est le rendez-vous de l'avenir pour la gauche progressiste.

Il faut relever le défi de notre influence dans la ruralité, non pas seulement parce que nous ne pouvons pas prétendre représenter le pays sans être entendu de ses campagnes mais parce que notre influence dans la ruralité est au cœur de notre conception de l'avenir de notre pays.

Alors, oui, ensemble nous sommes une force et nous allons assumer notre responsabilité, car ici nous sommes des élus qui entendons faire notre devoir.

Aux côtés de Michel LEBOUÇ, de Romain MARCHAND et de Karina KELLNER, avec les nouveaux élus du Conseil national, nous ferons notre devoir.

A cette heure, permettez-moi de saluer avec amitié, fraternité, respect Dominique Adenot. Les mots en ces circonstances sont souvent un peu convenus.

Disons simplement, que dans l'adversité et parfois contre son propre désir, animé uniquement du sens du devoir propre aux hommes de bien, il a été, depuis 2010 et après avoir été secrétaire de l'ADEC 94 pendant cinq ans, un Président debout pour une ANECR debout.

Merci Dominique. Nous te souhaitons le meilleur. Et uniquement le meilleur.

Je veux croire que je suis encore pour quelque temps un jeune élu. Vous l'entendez à mon accent, mes racines et ma jeunesse sont ancrées à Agen et dans un petit village du Lot-et-Garonne. J'ai l'accent de Montreuil, car Montreuil a tous les accents.

Le rassemblement que nous avons promu et qui nous a porté aux responsabilités en a étonné certains. C'est

qu'ils n'avaient pas perçu la volonté et capacité de nos concitoyens à faire gagner ceux qui rassemblent dans l'intérêt de tous et de chacun.

Cela a été dit lors de nos travaux, nos compatriotes n'attendent pas de nous qu'on les plaigne. Ils n'attendent qu'une unique chose : qu'on règle leurs problèmes, qu'on donne un avenir à leur vie et surtout à celle de leurs enfants.

Vous m'avez fait l'honneur de me demander de servir notre association. Sachez que je la servirai avec honneur et responsabilité. J'ai comme tout le monde de nombreux défauts, plus que la moyenne au dire de mes amis, mais il y en a un que je n'ai pas : quand je m'engage, je m'engage.

Le prix de la reconquête est l'effort.

Vous pouvez compter sur mon effort comme je sais pouvoir compter sur notre effort commun.

Amis, Camarade,

Nous vivons un moment de rupture, une accélération, un emballement de l'histoire.

C'est l'heure des grands bouleversements, c'est l'heure où s'achèvent les contes à dormir debout et où commence l'histoire souvent violente des sociétés humaines.

Dans ces moments où tout devient flou, où l'humanisme recule ou les lumières faiblissent, où Voltaire laisse la place à Barrès, ce n'est pas de nous dont il s'agit, ce n'est pas juste de notre courant politique, c'est de l'avenir de 61 millions d'hommes et de femmes, nos compatriotes, c'est de l'avenir de la France et de l'Europe dont il s'agit.

A notre place, à la place qui est la nôtre, avec la modestie qui donne aux honnêtes gens la force de canaliser les courants les plus déchaînés, nous ferons notre travail, nous exercerons nos responsabilités, nous servirons nos concitoyennes et nos concitoyens.

Je veux remercier tout particulièrement Cécile CUCKIERMAN et tous nos amis de la Loire pour leur accueil si chaleureux et tous nos amis du CIDEF et de l'ANECR qui ont fait de ce Congrès une belle réussite.

Je vous propose de réserver nos applaudissements à Dominique Adenot, à Didier Mignot secrétaire général de l'ANECR depuis 2015, à Pierre Mathieu trésorier de l'ANECR depuis 2010, à Charles Marziani, membre du secrétariat depuis 2010, à toute l'équipe de la direction sortante et à toutes celles et ceux qui ont quitté, aujourd'hui, le Conseil national.

Vive l'Association nationale des élus communistes et républicains !

Vive la République !

Et vive la France !